

L'avènement de l'ère de la liberté

David Boaz

David Boaz est le vice-président exécutif du think tank, Cato Institute. Il est l'auteur de Libertarianism: A Primer, 1997.

Source : The Coming Libertarian Age, Cato Policy Report, January/February 1997. Traduction de l'américain par Florence Austin.

La doctrine de la liberté, ou doctrine « libertarienne », reconnaît à chaque individu le droit de vivre sa vie comme il l'entend, à condition qu'il respecte ce droit chez les autres.

Les « libertariens » sont attachés au droit de chacun à la vie, à la liberté et à la propriété – que tout un chacun possède naturellement et ce, bien avant la création des gouvernements. Dans cette optique, toutes les relations humaines doivent être volontaires, les seules actions que la loi puisse interdire relevant de l'usage unilatéral de la force – dans les cas de meurtre, viol, vol, rapt et fraudes.

La plupart des gens souscrivent à cette éthique et essayent de la mettre en pratique dans leur vie. Or, pour les « libertariens », elle devrait s'appliquer aussi bien aux actes des gouvernements que des citoyens individuels. Les gouvernements devraient s'attacher avant tout à protéger les droits, à nous protéger de l'usage indu de la force. Lorsqu'un gouvernement pratique la contrainte contre ceux qui n'ont en rien violé les droits d'autrui, il viole lui-même les droits. C'est ainsi que les « libertariens » condamnent les procédés gouvernementaux tels que la censure, la conscription, la confiscation de la propriété et la réglementation de notre vie personnelle et économique.

On objectera que dans le monde actuel, avec ses désordres et ses dissensions, le gouvernement a une plus vaste mission que la simple protection des droits. Il nous semble qu'il n'en est rien, et qu'au contraire, plus le monde se modernise et se complique, mieux l'attitude « libertarienne » fonctionne- Être « libertarien » ne veut pas dire être passéiste, mais mettre en œuvre une philosophie – et plus encore une démarche concrète – pour le futur. Il s'agit d'un mouvement d'avant-garde, et non pas de réaction.

La philosophie « libertarienne » est certes ancienne, mais, structurée autour de l'idée de liberté, dans le cadre de la loi et du progrès économique, elle correspond particulièrement bien au monde nouveau et plus dynamique qui s'offre à nous.

Tout d'abord, nous pourrions connaître une prospérité encore plus grande-Si notre économie se développait au rythme qu'elle a connu de 1945 à 1973, notre PIB serait plus important de 40 % ! À l'ère de la mondialisation et des progrès technologiques intensifs, notre croissance devrait connaître un rythme plus rapide. En s'appuyant plus fermement sur les marchés et

l'effort individuel, l'on créerait plus de richesses pour tous, ce qui est particulièrement important pour les plus démunis aujourd'hui.

Ensuite, notre gouvernement est devenu beaucoup trop puissant, et menace de plus en plus notre liberté. Le gouvernement taxe trop, réglemente trop, interfère trop.

Enfin, dans un monde en perpétuel changement où tout un chacun aura accès sans restrictions à l'information, les bureaucraties centralisées et les réglementations contraignantes perdront tout contact avec les réalités de l'économie – l'existence de marchés mondiaux permet aux investisseurs de cesser d'être les otages de gouvernements nationaux et de leurs systèmes fiscaux confiscatoires. En se développant, les autoroutes de l'information permettront à un plus grand nombre de travailleurs d'échapper à une taxation trop lourde ou à d'autres pratiques gouvernementales inquisitoriales.

Au XXI^e siècle, les nations prospères seront celles qui auront su attirer des gens productifs. A ce futur sans limites doit correspondre un gouvernement limité.

Partout dans le monde les peuples constatent la tyrannie et le manque d'efficacité inhérents à la planification étatique.

Les concepts essentiels du « libertarianisme » ont mûri pendant des siècles. On en trouve les prémices dans la Chine antique, en Grèce et en Israël; ils ébaucheront leur forme moderne aux XVII^e et XVIII^e siècles dans les écrits de John Locke, David Hume, Adam Smith, Thomas Jefferson et Thomas Paine.

Individualisme

Les « libertariens » placent l'individu au centre de la construction sociale. Seuls les individus font des choix et assument la responsabilité de leurs actes. La pensée « libertarienne » met en valeur la dignité de tout individu, avec ses droits et ses responsabilités. Et l'extension progressive de cette dignité à des groupes de plus en plus nombreux – femmes, membres de diverses races ou religions- est l'un des grands triomphes « libertariens » du monde Occidental.

Droits de l'individu

En tant qu'agent moral, l'individu a droit à la sécurité dans son existence, sa liberté et sa propriété. Ces droits ne sont pas concédés par un gouvernement ni par la société ; ils sont inhérents à la nature de l'être humain – la jouissance de ces droits va de soi ; à ceux qui veulent en dépouiller l'individu de s'en expliquer.

L'ordre spontané

La survie et la prospérité des individus exigent que la société soit ordonnée. Il est trop facile de prétendre que l'ordre doit être imposé par une autorité centrale, comme s'il s'agissait d'organiser une collection de timbres ou une équipe de football. Or, l'analyse sociale « libertarienne » a su discerner qu'en société l'ordre naît spontanément, de l'effort conjugué

de milliers ou de millions d'individus coordonnent leurs actions à la poursuite d'un but – toutes les institutions les plus importantes de la société humaine – langage, loi, argent et marchés – se sont développées spontanément, sans direction centrale. Les multiples associations que comprend la société civile sont créées dans un objectif précis ; mais la société civile elle-même est spontanée et ne répond à aucun objectif.

L'autorité de la loi

La doctrine « libertarienne » n'est ni libertinage, ni hédonisme. Loin de prétendre que « tout un chacun peut faire ce qu'il veut sans que quiconque puisse y redire », elle propose une société de liberté dans le cadre de la loi, où les individus peuvent vivre à leur guise tant qu'ils respectent les mêmes droits chez autrui. L'autorité de la loi signifie que les individus sont gouvernés par des règles légales applicables d'une manière générale, nées spontanément et non d'ordres arbitraires, et que ces règles entendent garantir aux individus leur liberté de vie, et non tendre vers un but spécifique.

Un gouvernement au pouvoir restreint

Afin de protéger les droits, les individus forment des gouvernements, qui se sont révélés une institution dangereuse. Les « libertariens » veulent diviser et limiter le pouvoir, en s'attachant particulièrement à limiter le gouvernement, le plus souvent grâce à une constitution écrite énumérant et limitant les pouvoirs que le peuple délègue au gouvernement. Imposer des limites au gouvernement est le fondement politique de la doctrine « libertarienne », et l'histoire nous montre que c'est la dispersion du pouvoir, en Europe particulièrement, qui a fait naître la liberté individuelle et une croissance économique soutenue.

Liberté des marchés

Pour assurer leur survie et leur prospérité, les individus doivent se livrer à une activité économique. Le droit à la propriété entraîne celui de l'échanger par consentement mutuel. À des individus libres correspond le système économique des marchés libres, indispensables à la création de richesses – les « libertariens » ont la conviction que les peuples seront à la fois plus libres et plus prospères si l'on minimise l'intervention gouvernementale.

Vertus de la production

L'élan « libertarien » que connut le XVII^e siècle provenait en grande partie d'une réaction contre les monarques et aristocrates qui vivaient des efforts de production des autres. Ce mouvement entendait défendre le droit des travailleurs à conserver les fruits de leur labeur et fit naître le respect de la dignité du travail et de la production. L'évolution de l'analyse « libertarienne » en vint à diviser la société en deux grandes classes: ceux qui produisaient de la richesse et ceux qui l'arrachaient par la force. Ainsi Thomas Paine écrivait-il : « Il y a deux classes distinctes d'hommes dans la nation, ceux qui paient des impôts, et ceux qui les reçoivent et en vivent ». À notre époque, les « libertariens » défendent le droit qu'ont ceux

qui produisent de garder ce qu'ils gagnent, contre une nouvelle catégorie de politiciens et bureaucrates qui veulent s'emparer de leurs gains pour les redistribuer à ceux qui ne produisent pas.

Harmonie naturelle

Les « libertariens » croient à l'existence d'une harmonie naturelle d'intérêts parmi les membres pacifiques et producteurs d'une société équitable. Il arrive que les plans de tel ou tel individu – prendre un travail, démarrer une entreprise, acheter une maison, etc. – contre disent ceux des autres, et le marché nous oblige souvent à changer nos plans. Mais nous profitons tous de l'opération du libre marché, et il n'y a aucune raison pour que des conflits s'élèvent entre agriculteurs et marchands fabricants et importateurs. C'est seulement lorsque le gouvernement se met à distribuer des récompenses à la suite de pressions politiques que se développent des conflits entre groupes, que s'exacerbe la course au pouvoir politique.

La paix

Les « libertariens » se sont toujours farouchement opposés au fléau qu'est la guerre. Ils savaient que la guerre apportait partout mort et destruction, brisait la vie familiale et économique, et livrait plus de pouvoir à la classe dirigeante – ce qui pourrait expliquer que les dirigeants n'aient pas toujours partagé le désir de paix de leurs peuples. Certes les hommes et femmes libres ont à maintes reprises eu à défendre leurs sociétés contre les menaces étrangères ; mais l'histoire du monde démontre que la guerre s'est faite le plus souvent l'ennemie commune des tenants de la paix et de la productivité dans les deux camps.

Arrêtons-nous un instant pour nous adresser au lecteur sceptique, tenté d'accuser la doctrine « libertarienne » de n'être que le reflet conforme de la pensée moderne. Un monde « libertarien » n'aurait rien de parfait. On ne se débarrassera pas des inégalités, de la pauvreté, de la criminalité, de la corruption, du traitement inhumain de l'homme par l'homme. Mais, au contraire des visionnaires théocratiques, des utopistes socialistes ou des bricoleurs angélistes, les « libertariens » ne promettent pas la lune. Pour paraphraser Karl Popper, les tentatives de recréer le paradis sur terre ont invariablement abouti à l'enfer. C'est pourquoi les « libertariens » tendent non pas vers une société parfaite, mais une société meilleure et plus libre.

Ils promettent un monde où vous, le citoyen, le meilleur juge, prendrez plus de décisions. Cela ne mettra pas fin à la criminalité, à la pauvreté ni à l'inégalité, mais les réduira considérablement...

Structurer l'utopie

Ne pouvant imaginer ce que sera notre civilisation dans un siècle, nous avons besoin, non d'une utopie, mais d'une société libre dont les membres puissent organiser leurs propres communautés.

Une société « libertarienne » serait capable de proposer d'innombrables versions de l'utopie, convenant à la diversité des êtres humains. Le gouvernement respecterait le droit des gens de faire leurs choix en fonction de la situation telle qu'ils la connaissent.

Tant que chacun respecterait les droits des autres, il serait libre de vivre comme il l'entendrait. Il aurait d'ailleurs le loisir de créer avec d'autres tel ou tel type de communauté.

Rien ne s'opposerait à ce que des individus se regroupent pour vivre selon des règles exigeant ou interdisant certains actes. Ces règles étant librement acceptées, personne ne renoncerait à ses droits, chacun se contentant d'intégrer une communauté qu'il pourra librement quitter – une telle structure existe déjà : le système du marché permet de choisir entre de multiples biens et services, et beaucoup de gens ont déjà décidé du genre de communauté où ils souhaitent vivre. Une société libertarienne ne multiplierait ces possibilités de choix en laissant l'individu et sa communauté prendre la plupart des décisions concernant leur façon de vivre, au lieu de permettre au gouvernement de trancher de tout, depuis des taux d'imposition exorbitants jusqu'à la réglementation de l'expression religieuse et des soins médicaux.

L'une des différences qui sépare la doctrine « libertarienne » du socialisme est qu'une société socialiste ne saurait tolérer l'existence de groupes pratiquant la liberté, alors qu'une société libertarienne laisserait volontiers des groupes de gens choisir le socialisme. Si un nombre, même considérable, de citoyens décidait d'acheter de la terre et de la posséder en commun, ils auraient toute latitude de le faire. L'ordre légal « libertarien » aurait pour seule exigence que nul ne soit forcé d'adhérer à ce choix ou de renoncer à sa propriété.

Dans une société de ce type, le gouvernement tolérerait, selon les mots de Leonard Read, « tout ce qui demeure pacifique » - les communautés volontairement regroupées seraient en droit d'édicter des règles plus strictes, mais l'ordre légal de l'ensemble de la société ne punirait que les violations des droits des autres. En réduisant et décentralisant de façon radicale le gouvernement-en respectant entièrement les droits de chaque individu – il est possible de créer une société fondée sur la liberté individuelle et marquée par la paix, la tolérance, le sens de la communauté, la prospérité, la responsabilité et le progrès.

S'il est difficile de prédire à court terme l'avenir d'une société, à la longue, le monde admettra la nature répressive et rétrograde de la coercition, et les possibilités infinies qu'offre la liberté – le développement du commerce, de l'industrie et de l'information a sapé les pratiques séculaires dont se servaient les gouvernements pour réduire les peuples en esclavage et commence à libérer l'humanité des nouvelles formes de contraintes et de contrats mis en place par les gouvernements du XX^e siècle.

À l'orée d'un nouveau siècle et d'un nouveau millénaire, s'ouvre à nous un univers où tout est possible. Le simple principe d'un monde de marchés universels et de nouvelles technologies est déjà « libertarien ».

Ni un socialisme débilisant ni un conservatisme rigide ne sauraient produire la société libre, à la pointe de la technologie, que nous anticipons au XXI^e siècle.

Si nous voulons un monde dynamique de prospérité et de perspectives, il nous faut en faire un monde « libertarien ».

Les principes simples et éternels de la Révolution Américaine – liberté individuelle, gouvernement restreint et marchés libres – acquièrent aujourd'hui une puissance, dans notre univers de communication instantanée, de mondialisation des marchés et d'accès plus ouvert que jamais à l'information, que Jefferson ni Madison n'auraient pu imaginer. La doctrine « libertarienne », plus que la simple structure d'une utopie, est le cadre propice pour notre avenir.